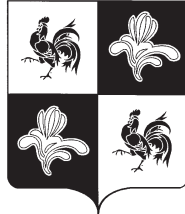


Parlement francophone bruxellois
(Assemblée de la Commission communautaire française)



13 mai 2016

SESSION ORDINAIRE 2015-2016

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**relative à l'accord économique et commercial global
entre l'Union européenne et le Canada (AECG/CETA)**

déposée par Mme Catherine MOUREAUX, M. André du BUS de WARNAFFE,
M. Emmanuel DE BOCK et M. Alain MARON

DEVELOPPEMENTS

La présente résolution fait suite à l'Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (CETA) approuvé par le Conseil des ministres de l'Union européenne le 8 mai 2014.

Eu égard aux circonstances dans lesquelles les négociations dudit traité CETA se sont déroulées, au contenu du texte approuvé le 8 mai 2014, ainsi qu'au fait que les Parlements de la Région wallonne et de la Fédération Wallonie-Bruxelles se sont déjà prononcés sur la question par voie de résolutions, les auteurs du présent texte souhaitent que le Parlement francophone bruxellois prenne également attitude. Partant, la présente résolution demande au Collège de la Commission communautaire française ne pas accorder les pleins pouvoirs au Gouvernement fédéral pour la signature du CETA entre l'Union européenne et le Canada dès lors que les conditions visées par la présente résolution ne sont pas rencontrées.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative à l'accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG/CETA)

Le Parlement francophone bruxellois,

1. Vu le texte de l'accord conclu le 26 septembre 2014 entre l'Union européenne (UE) et le Canada;
2. Vu la déclaration conjointe de la Commissaire européenne au Commerce et de la Ministre du Commerce international du Canada sur l'accord commercial entre le Canada et l'Union Européenne du 29 février 2016;
3. Vu l'accord publié le 29 février 2016 à la suite de l'examen juridique du texte;
4. Considérant que l'accord avec le Canada (AECG/CETA) présente une série de différences positives comparativement à celui avec les Etats-Unis (TTIP/TAFTA);
5. Considérant que le Canada partage avec l'UE de nombreuses valeurs et de préoccupations, notamment quant au rôle des pouvoirs publics, aux normes et à la protection de la diversité culturelle;
6. Considérant les garanties offertes par le CETA quant au maintien de l'intervention publique dans certains services;
7. Vu la résolution du Parlement européen du 14 février 2006 sur la clause relative aux droits de l'homme et à la démocratie dans les accords de l'Union Européenne et la recommandation du Parlement européen dans sa résolution du 8 juillet 2015 sur le TTIP de veiller à « l'insertion d'office d'une clause sur les droits de l'homme, juridiquement contraignante et suspensive, dans les accords commerciaux conclus par l'Union européenne avec des pays tiers »;
8. Considérant les balises évoquées mais non rencontrées dans le texte du CETA et reprises dans la Résolution du Parlement européen du 8 juillet 2015 contenant les recommandations du Parlement européen à la Commission européenne concernant les négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement;
9. Considérant que le commerce international peut favoriser la croissance économique et le développement, contribuer au renforcement des liens entre les peuples mais aussi accroître les inégalités;
10. Considérant que l'accord de majorité du parlement francophone bruxellois (2014-2019) stipule qu'« en tant qu'entité fédérée à part entière dans l'exercice de ses compétences en matière de Relations internationales et afin de garantir la sécurité juridique, la Commission communautaire française continuera à revendiquer d'être partie prenante aux Accords de coopération du 8 mars 1994 relatifs aux modalités de conclusion des traités mixtes et à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil de Ministres de l'Union européenne, ainsi qu'à l'Accord-cadre de coopération du 30 juin 1994 portant sur la représentation du Royaume de Belgique auprès des organisations internationales poursuivant des activités de compétences mixtes. En attendant, la Commission communautaire française continuera à ratifier les traités internationaux et à faire entendre sa voix avant toute prise de position de la Belgique tant sur le plan européen qu'international et ce, dans le strict respect de ses compétences ».
11. Considérant la nécessité de préserver et de renforcer le modèle social et économique, européen et la place qu'il accorde à l'exception culturelle;
12. Considérant que les accords de traités commerciaux et d'investissement constituent des outils permettant de renforcer les normes sociales, environnementales et sanitaires au service du développement humain pourvu que leur convergence se fasse dans l'intérêt optimal du consommateur et des travailleurs et considérant également que ces traités doivent aussi être mis aux services d'objectifs climatiques et sociaux plus larges;
13. Considérant la nécessité de renforcer le développement et l'application de la législation et des politiques en matière de conditions de travail, de promouvoir les normes et les critères fondamentaux de l'Organisation internationale du travail (OIT), de même que le travail décent, et d'œuvrer pour la protection de l'environnement et le respect des conventions environnementales internationales;

14. Considérant qu'un traité de libre-échange doit assurer autant d'opportunités économiques aux petits commerçants, PME qu'aux multinationales tout en favorisant une baisse de prix pour les citoyens et donc une augmentation générale du pouvoir d'achat;
15. Considérant la nécessité d'encadrer davantage les opérations bancaires et financières en vue notamment d'éviter l'occurrence et les conséquences de crises financières telle que celle de 2008, d'assurer une meilleure coordination internationale en la matière et que l'inclusion de ces domaines pourrait avoir un impact positif plus important sur la croissance et le bien-être;
16. Considérant que les scandales liés à l'évasion fiscale – Offshore Leaks, LuxLeaks, SwissLeaks et Panama papers – montrent une ingénierie et une optimisation fiscale systématisées se confondant parfois cyniquement avec une évasion fiscale organisée de la part de nombreuses multinationales et banques, sapant les fondements de la justice fiscale, réduisant l'assiette fiscale et mettant à mal les principes d'égalité et d'équité de l'impôt tout en menaçant les petits producteurs face aux grands;
17. Considérant que les accords commerciaux doivent aboutir à une coopération renforcée entre l'Union européenne et les pays tiers pour fixer des normes plus strictes au niveau mondial pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales;
18. Considérant que le CETA prévoit un mécanisme inédit pour l'Union européenne et controversé de libéralisation des services par « listes négatives »;
19. Considérant que le droit souverain des États membres de l'Union européenne à mettre en œuvre des politiques publiques, notamment de santé publique, d'éducation et de protection de l'environnement, de protection sociale et de promotion de la diversité culturelle, a pour conséquence qu'aucune autorité publique dépositaire de la protection de l'intérêt général, quel que soit son niveau – national, régional ou local – et donc dotée de prérogatives exorbitant du commun, ne saurait être considérée comme un opérateur commercial sur le marché des biens et services et donc attaquable devant une juridiction commerciale légale ou arbitrale par une entreprise privée souhaitant agir contre un concurrent;
20. Considérant la consultation publique que la Commission européenne a organisée au sujet de la clause d'arbitrage reposant sur le mécanisme de Règlement des différends investisseur-État (RDIE) – dite aussi ISDS pour Investor-State dispute settlement – dans le cadre des négociations du Partenariat transatlantique de commerce et investissement (TTIP) et les réactions très critiques de la majorité des participants et de l'Initiative citoyenne européenne;
21. Considérant aussi que ce mécanisme est controversé au niveau mondial pour son utilisation accrue par les investisseurs pour contester des mesures de protection de l'environnement, la hausse du salaire minimum et d'autres lois d'intérêt public;
22. Considérant que, dans le cadre du CETA, le très controversé Règlement des différends investisseur-État (RDIE) – Investor-state dispute settlement (ISDS) – a été remplacé par un nouveau système devant apporter, selon la Commission européenne, plus de transparence et de stabilité, baptisé Système de Cour d'investissement (SCI) – Investment Court System (ICS);
23. Considérant néanmoins que, du point de vue de l'Association allemande des juges (Deutscher Richterbund), cette nouvelle proposition de la Commission relative au règlement des différends altère l'architecture juridique de l'Union européenne et sape les pouvoirs des juges nationaux au titre du droit européen;
24. Considérant que la légalité du RDIE au titre du droit européen, y compris sous la forme d'un système de Cour d'investissement, contenu dans les accords commerciaux de l'UE est une question contentieuse auprès de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE), alors que, dans l'avis rendu le 18 décembre 2014 son Avis 2/13 sur l'adhésion de l'UE à la Convention des droits de l'homme (CEDH) dans lequel la CJUE affirme que l'UE ne pourrait accéder à la CEDH car elle permettrait à la Cour européenne des droits de l'Homme d'interpréter le droit européen affectant ainsi l'autonomie de l'ordre juridique de l'UE;
25. Considérant que le renforcement du système multilatéral est un objectif essentiel que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) représente actuellement le cadre qui reste le plus adéquat pour réglementer les échanges et qu'il est donc nécessaire de favoriser l'approche multilatérale;
26. Considérant la possibilité évoquée par la Commission européenne de la création d'une Cour multilatérale d'investissement au niveau mondial pour promouvoir des règles multilatérales tout en garantissant la protection des investissements;

27. Considérant que l'Union européenne et le Canada ont des cadres juridiques nationaux efficaces et sont réglés par l'État de droit alors que le CETA risque de permettre à des entreprises basées aux États-Unis d'attaquer des décisions publiques européennes, belges, bruxelloises, flamandes ou wallonnes via leurs filiales canadiennes; de même que le CETA risque de permettre à des sociétés implantées au Canada, dans le cadre du TTIP, d'intenter des poursuites contre des gouvernements européens, nationaux ou régionaux;
28. Considérant que le CETA est un accord global mixte couvrant des compétences nationales et régionales, et qu'il est dès lors indispensable qu'un débat démocratique puisse avoir lieu dans les parlements nationaux et régionaux afin que ceux-ci puissent participer au processus de ratification;
29. Considérant que la participation active au développement des échanges commerciaux ne doit pas détourner les États membres de l'approfondissement de l'intégration européenne et de la nécessité de formuler en urgence les réponses optimales aux multiples crises qui menacent aujourd'hui la construction européenne.

Demande au Collège de la Commission communautaire française,

1. d'agir auprès du Gouvernement fédéral en vue :

- de solliciter l'avis de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) sur la compatibilité de l'accord avec les Traités européens sur la base de l'article 218 (11) du TFUE afin d'éviter qu'un accord incompatible avec les Traités européens soit conclu et de ne pas procéder à la ratification de cet accord tant que la CJUE ne s'est pas prononcée;
- de plaider au sein du Conseil pour que le CETA soit qualifié d'accord mixte, ce qui implique que les États membres doivent donner leur accord;
- de refuser toute mise en œuvre provisoire du CETA mais d'attendre que toutes les procédures de ratification nationales soient clôturées, afin d'entendre la voix des citoyens européens, avant une éventuelle entrée en vigueur de l'accord;
- de donner la priorité, dans le cadre du CETA, à un mécanisme de règlement des différends d'État à État sur la base des juridictions publiques existantes;

2. d'agir auprès des institutions européennes afin de veiller à ce que tous les accords commerciaux conclus par l'Union européenne avec des pays tiers, prévoient le respect des balises suivantes, qui ne se retrouvent malheureusement pas dans le CETA :

- l'inclusion d'une clause sur les droits de l'Homme, juridiquement contraignante et suspensive, afin de garantir le respect plein et entier des normes de l'Union dans le domaine des droits fondamentaux;
- l'ajout d'une clause générale juridiquement contraignante applicable à l'ensemble des accords, afin de garantir le respect complet et sans ambiguïté de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles;
- l'adoption des « listes positives » dans le domaine de la libéralisation des services mentionnant expressément les services à ouvrir aux entreprises étrangères et excluant les services d'intérêt général et services d'intérêt économique général actuels et futurs, afin que les autorités nationales et, le cas échéant, locales conservent le droit plein et entier de faire exécuter, d'organiser, de financer et de fournir des services publics afin de garantir aux citoyens européens un accès universel aux services publics;
- la possibilité d'inclure des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics et de privilégier les circuits courts;
- l'inclusion de mécanismes de coopération pour le renforcement des réglementations financières et bancaires, l'échange de données et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales;
- l'inclusion d'un chapitre spécifique pour les petites et moyennes entreprises en prévoyant notamment des dispositions pour leur faciliter l'accès aux échanges;
- la réalisation d'études d'impact indépendantes approfondies pour chaque État membre, ainsi qu'une évaluation de la compétitivité des secteurs avec une attention particulière sur les effets économiques et réglementaires de ces accords sur les PME;
- l'ouverture de ces accords à d'autres partenaires qui pourraient se joindre à une négociation pluri-latérale sur base de conditions claires et prédéfinies afin d'aboutir progressivement à un cadre multilatéral au sein de l'Organisation mondiale du Commerce;

- la mise en œuvre et le respect de dispositions contraignantes en matière de droit du travail;
 - l'inclusion de normes en matière de travail et d'environnement qui ne soient pas limitées aux chapitres sur le commerce et le développement durable mais figurent aussi dans d'autres volets des accords, tels que ceux consacrés aux investissements, au commerce des services, à la coopération réglementaire et aux marchés publics;
 - le respect du principe de précaution tel qu'inscrit dans l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en tant que principe fondamental de la politique européenne de protection de l'environnement, de la santé et des consommateurs;
 - la transparence dans les négociations des futurs accords de libre-échange qui, compte tenu de leurs enjeux, doivent impérativement donner lieu à l'information nécessaire au contrôle démocratique.
3. de ne pas accorder les pleins pouvoirs au Gouvernement fédéral pour la signature du CETA entre l'Union européenne et le Canada dès lors que les conditions susmentionnées ne sont pas rencontrées;

Catherine MOUREAUX
André du BUS de WARNAFFE
Emmanuel DE BOCK
Alain MARON

